

du Canada, c'est-à-dire le montant à rembourser à d'autres pays sous forme d'effets à long terme et à court terme, se chiffraient à \$82.8 milliards, soit une augmentation de 14% par rapport à 1974. Ce chiffre a été partiellement compensé par des avoirs bruts de \$40.5 milliards représentant le montant total à rembourser au Canada par des non-résidents, lequel s'est accru de 8% par rapport à \$37.5 milliards.

L'expression «solde de la dette internationale» est utilisée ici, dans le contexte de la balance des paiements, pour inclure les placements sous forme d'actions et les emprunts contractuels. Le solde est déterminé en faisant la différence entre les créances actives du Canada sur les autres pays et les engagements actifs des Canadiens envers les autres pays. L'ensemble des créances et engagements internationaux accumulés au cours des années, par les opérations en capital et par d'autres facteurs, constitue l'actif et le passif du bilan des investissements internationaux d'un pays.

Avoirs canadiens à l'étranger

21.5.1

Du côté des avoirs, les investissements canadiens à long terme à l'étranger ont augmenté de 14% en 1975 pour se fixer à \$21.6 milliards, les investissements directs ayant augmenté de 15% pour s'établir à \$10.7 milliards et les investissements divers, en raison surtout des crédits à l'exportation, ayant augmenté de 19% pour se chiffrer à \$3.7 milliards. Les avoirs monétaires officiels nets, qui s'étaient maintenus à \$5.8 milliards les deux années précédentes, sont tombés à \$5.4 milliards à la fin de 1975, tandis que les effets à court terme à recevoir se sont accrus de 8% pour s'établir à \$10.9 milliards.

La valeur comptable des investissements directs du Canada à l'étranger à la fin de 1975 se chiffrait à près de \$10.7 milliards, soit une augmentation de près de \$1.4 milliard ou d'environ 15% par rapport à un an plus tôt. Les sorties nettes de capitaux sous forme d'investissements directs à l'étranger telles qu'établies par la balance des paiements figuraient pour quelque \$795 millions, et les gains réinvestis comptaient pour la majeure partie du reste.

Une progression nette de \$771 millions a porté les investissements directs canadiens aux États-Unis à près de \$5.7 milliards, maintenant ainsi la part des investissements directs du Canada à l'étranger absorbée par ce pays à 53%. Plus de 75% de cette augmentation s'est produite dans le secteur manufacturier et dans les industries minière et pétrolière, bien que les investissements directs dans le commerce, d'une valeur de \$257 millions, aient marqué une avance de 44% par rapport à 1974. Une faible augmentation de \$40 millions a porté les investissements directs dans tous les autres pays de l'Amérique du Nord, y compris dans les Antilles, à \$929 millions.

Le Brésil, avec près de \$1.1 milliard de la valeur accumulée des investissements directs du Canada, se situait au deuxième rang parmi les pays bénéficiaires et figurait pour près de 90% du \$1.2 milliard investi en Amérique du Sud et en Amérique centrale.

Les investissements au Royaume-Uni, évalués à plus de \$1 milliard, ont augmenté de \$140 millions, figurant pour plus de la moitié de l'augmentation de \$262 millions enregistrée pour tous les pays de la Communauté économique européenne. La recherche de pétrole en mer dans le secteur de la mer du Nord exploré par le Royaume-Uni a fortement contribué à l'augmentation de \$39 millions dans les mines et le pétrole, qui affichaient à la fin de 1975 un montant de \$98 millions.

Dans les pays afro-asiatiques, les investissements directs du Canada se sont accrus de 25% pour se fixer à \$474 millions. Bien que ce groupe ne représente que 4% du montant total des investissements directs, les investissements en Asie (abstraction faite du Japon) se sont sensiblement accrus ces dernières années, les montants investis dans les industries minière et pétrolière figurant pour environ 90% de l'augmentation de \$81 millions en 1975.

Les investissements directs du Canada dans les industries manufacturières, établis à plus de \$5.3 milliards, représentaient encore la moitié du montant total des investissements directs. Plus des trois quarts de l'augmentation de \$628 millions dans le secteur manufacturier ont porté sur les métaux non ferreux, les boissons ainsi que le fer et les produits du fer. Les investissements dans les industries minière et pétrolière ainsi que dans le commerce se sont accrus de 21% et 28% pour s'établir à près de \$2.4 milliards et \$485 millions respectivement, tandis qu'une augmentation de 15% dans la catégorie